



## AUTRES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nombre d'unités de travail non salariées travaillant sur l'exploitation (B) : \_\_\_\_\_

Nombre de salariés travaillant sur l'exploitation (en équivalent temps plein sur 12 mois) : \_\_\_\_\_

Mon exploitation est concernée par une procédure judiciaire de redressement, de sauvegarde ou de règlement amiable :  oui  non

**La présente sous-rubrique est à compléter seulement dans le cas où votre exploitation n'est pas concernée par une procédure judiciaire de redressement, de sauvegarde ou de règlement amiable**

J'ai fait réaliser un audit global de mon exploitation :  oui  non

Date de réalisation de l'audit : |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|

La cellule départementale d'accompagnement des agriculteurs en difficulté a, après expertise de ma situation sur la base du compte-rendu de l'audit, validé le principe de mise en œuvre d'un plan de restructuration sur mon exploitation :  oui  non

## RENSEIGNEMENTS COMPTABLES CONCERNANT L'EXPLOITATION

(si mon exploitation n'est pas concernée par une procédure judiciaire de redressement, de sauvegarde ou de règlement amiable)

### Références comptables

Exploitation au bénéfice réel (simplifié ou normal) :  Oui  Non

Si oui, exercice pris en compte (préciser la période de l'exercice) : \_\_\_\_\_

Si non, structure ayant reconstitué les éléments comptables de l'exploitation (préciser le nom) : \_\_\_\_\_

et période prise en compte pour la reconstitution des éléments comptables : \_\_\_\_\_

### Critères comptables – lot 1

Il faut respecter au moins 3 des 4 critères suivants.

#### ■ Taux d'endettement

Dettes totales (C) : \_\_\_\_\_ € correspondant à la somme des dettes financières court, moyen et long termes (hors foncier si le foncier n'est pas à l'actif) et des dettes fournisseurs, fiscales et sociales

Passif (D) : \_\_\_\_\_ € correspondant à la somme du capital social + résultat de l'exercice + provisions + dettes financières court, moyen et long termes + dettes fournisseurs, fiscales et sociales

Calcul du taux d'endettement = (C)/(D) : \_\_\_\_\_ %

#### ■ Trésorerie

La trésorerie nette globale correspond à : disponibilités + créances – dettes court terme

Calcul de la trésorerie : \_\_\_\_\_ €

#### ■ EBE / produit brut

EBE (E) : \_\_\_\_\_ € correspondant à : valeur ajoutée + subventions d'exploitation – impôts, taxes et versements assimilés – frais de personnels (rémunérations du personnel salarié + charges sociales du personnel salarié et de l'exploitant)

Produit brut (F) : \_\_\_\_\_ € (égal aux produits d'exploitation)

Calcul de l'EBE / produit brut = (E)/(F) : \_\_\_\_\_ %

#### ■ Revenu disponible / unité de travail non salariée

Revenu disponible (G) : \_\_\_\_\_ € correspondant à : EBE + produits financiers court terme - frais financiers court terme – annuités moyen et long terme + revenus connexes de l'exploitation

Calcul du revenu disponible / unité de travail non salariée = (G)/(B) : \_\_\_\_\_ %

### Critères comptables – lot 2

Il faut respecter le critère correspondant au statut de l'exploitation.

#### ■ Pertes accumulées si mon exploitation est une société à responsabilité limitée (EARL, GAEC, SARL, SA, SAS, ...)

Capitaux propres sur le dernier exercice (H) : \_\_\_\_\_ €

Calcul des capitaux propres rapportés au capital social : (H)/(A) : \_\_\_\_\_ %

#### ■ Réduction des capitaux propres si mon exploitation est une société à responsabilité illimitée (SCEA, ...) ou une exploitation individuelle

Capitaux propres sur le dernier exercice (H) : \_\_\_\_\_ €

Capitaux propres antérieurs (retenir le montant le plus élevé parmi l'un des 3 exercices comptables antérieurs au dernier exercice) (I) : \_\_\_\_\_ €

Calcul de la réduction des capitaux propres : (H)/(I) : \_\_\_\_\_ %



**Je prends acte :**

- Que ma demande ne peut être retenue si je ne remplis pas les conditions requises ci-dessus
- Que ma demande ne peut être retenue en l'absence d'un plan de restructuration établissant une perspective de retour à la viabilité de mon exploitation et faisant l'objet d'un agrément par le Préfet (cet agrément n'est pas requis dans le cadre d'une procédure judiciaire de redressement, de sauvegarde ou de règlement amiable)
- Que le montant de l'aide que je sollicite sera versé par l'ASP :
  - au commissaire à l'exécution du plan en cas de prise en charge de la partie des dividendes correspondant aux intérêts dans le cadre d'un plan de redressement ou de sauvegarde judiciaire
  - sur mon compte dans les autres cas de prise en charge
- Que je serai tenu de rembourser les sommes perçues, assorties des intérêts au taux légal et d'une majoration de 10% en cas de fausse déclaration
- Qu'il pourra m'être demandé le remboursement des sommes perçues, assorties des intérêts au taux légal, en cas d'erreur de déclaration ou si je ne respecte pas mes engagements
- Qu'il me sera impossible de bénéficier de nouvelles aides à la relance de mon exploitation avant le terme d'une période de 5 ans suivant la fin du plan de restructuration ayant donné lieu au versement d'une aide
- Que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire
- Que l'article 441-6 du code pénal punit de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

**Je m'engage à :**

- Respecter les engagements définis dans le plan de restructuration
- Établir une contribution propre à hauteur d'au moins 25 % des coûts totaux de la restructuration (une « contribution propre » peut non seulement provenir des ressources propres du bénéficiaire de l'aide, mais également de ses actionnaires ou de ses créanciers, à l'exclusion en revanche de toute contribution provenant d'un dispositif d'aide publique)
- Mettre en place, dans le cadre du plan de restructuration, un suivi technico-économique de mon exploitation.

**J'autorise les agents chargés du contrôle à :**

- Vérifier l'exactitude des renseignements que j'ai fournis ainsi que le respect de mes engagements
- Vérifier, sur mon exploitation, la correspondance entre les éléments figurant sur ma demande d'aide et la situation réelle.

**Je fournis** les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.

Fait à \_\_\_\_\_, le |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|

**Signature \*** (précédée de la mention « lu et approuvé »)

\* Signature de chacun des membres des GAEC, sociétés civiles, co-exploitants, signature du représentant légal pour les autres personnes morales

